

COMMUNIQUE DE PRESSE SUR L'ENLEVEMENT DE PAUL RUSESABAGINA PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS



MOUVEMENT RWANDAIS POUR LE CHANGEMENT DEMOCRATIQUE

(M.R.C.D)

Postal address: Avenue Baron Albert D'Huart, 124 1950 KRAAINEM, Bruxelles, Belgique

Electronic address: communication.mrcd@gmail.com

COMMUNIQUE DE PRESSE SUR L'ENLEVEMENT DE PAUL RUSESABAGINA PAR LE GOUVERNEMENT RWANDAIS

Ce dimanche 06/09/2020, les membres du Bureau Politique Elargi du MRCD-UBUMWE ont tenu une réunion d'urgence pour échanger leurs points de vue sur l'enlèvement de Mr Paul Rusesabagina, Vice-président du MRCD-UBUMWE et Président du PDR-IHUMURE. Ce kidnapping a été opéré par le gouvernement mafieux du FPR dirigé par le Président Paul Kagame. La réunion du MRCD-UBUMWE a adopté les résolutions suivantes:

1. Tous les dirigeants et membres du MRCD-UBUMWE réaffirment leur ferme condamnation de l'acte du gouvernement rwandais de Paul Kagame d'avoir kidnappé Mr Paul RUSESABAGINA tel qu'annoncé le 31 août 2020 lorsque le RIB l'a revendiqué en présence des médias à Kigali. Le MRCD-UBUMWE a été choqué par le fait que dans un entretien avec les médias d'Etat (radio et télévision) aujourd'hui, dimanche le 06/09/2020, Paul Kagame s'est lui-même vanté et s'est accusé d'avoir kidnappé Paul Rusesabagina par ruse. Paul Kagame a publiquement avoué lui-même le crime d'avoir trompé Rusesabagina afin de le kidnapper.
2. Concernant l'enlèvement des opposants au FPR, Paul Kagame en a fait une habitude. En effet, en avril 2019, il a également enlevé Mr Callixte Nsabimana Sankara qui était le Vice-président du MRCD-UBUMWE et le Président du parti RRM. D'autres membres d'autres partis politiques, ainsi que des associations de défense des droits de l'homme ont été enlevés ou tués par le gouvernement dictatorial de Paul Kagame. Citons à titre d'exemple: BEN RUTABANA du RNC, Lieutenant Joël MUTABAZI, Dr NIYITEGEKA Théoneste (pour avoir tenté de présenter sa candidature à la présidentielle de 2003), DEO MUSHAYIDI du parti PDP Imanzi, et d'autres encore.
3. Le MRCD-UBUMWE informe la communauté internationale et les Rwandais qu'il n'est pas une organisation terroriste, mais bien une plateforme des partis politiques qui militent pour l'ouverture de l'espace politique pour tous au Rwanda. Le MRCD-UBUMWE estime qu'il faut utiliser toutes les voies et tous les moyens possibles, y compris la lutte armée, étant donné que le gouvernement de Paul Kagame a verrouillé toutes les voies d'exercer librement la politique au Rwanda ; et que la communauté internationale continue à soutenir ce gouvernement dans sa dictature. Le MRCD-UBUMWE n'a jamais tué de civils. Au contraire c'est le gouvernement du président Paul Kagame qui tue des civils quotidiennement et le revendique même (enlèvements et assassinats par balles de personnes en plein jour). Toutes ces atrocités sont sciemment imputées par Paul Kagame et son gouvernement au MRCD-UBUMWE et aux partis d'opposition prétendus à tort être les mains de terroristes. Se lever pour renverser le dictateur n'a rien à voir avec le terrorisme.

4. Le MRCD-UBUMWE est choqué de constater que les États-Unis semblent soutenir les atrocités perpétrées par le président Paul Kagame et sa clique car, jusqu'à présent, il n'a connu aucune réprimande à la suite de l'attentat terroriste contre l'avion le 6 avril 1994 qui a emportés deux président de deux pays: le président Habyarimana Juvénal du Rwanda et le président Ntaryamira Cyprien du Burundi et leur suite, ainsi que les tueries sans nom, les assassinats et meurtres affreux en RD-Congo, répertoriés dans le rapport Mapping 2010 en République Démocratique du Congo (RDC). Le MRCD-UBUMWE estime que la protection de la communauté internationale et l'impunité ont fait du président Paul Kagame un auteur accro à des actes de terrorisme, notamment: les enlèvements, les disparitions forcées et les meurtres des Rwandais, les assassinats et la chasse des réfugiés dans leurs pays d'accueil, la mise en péril de la sécurité des pays voisins, sans aucune inquiétude.
5. Le MRCD-UBUMWE condamne vigoureusement les actes de torture que le gouvernement rwandais continue d'infliger aux prisonniers politiques car il s'agit de l'une des formes les plus dangereuses d'intimidation pour leur extorquer des aveux des crimes qu'il n'ont pas commis, mais fabriqués de toutes pièces. Telle est l'une des raisons pour lesquelles Mr Paul RUSESABAGINA ne doit pas être jugé au Rwanda, quelle que soit la nature des faits lui reprochés. S'il devrait faire face à la justice, ce serait aux Etats-Unis d'Amérique où il réside, ou en Belgique, pays dont il est citoyen par la nationalité. Le MRCD-UBUMWE reste convaincu qu'il n'y a pas de justice équitable pour Mr Paul Rusesabagina par le gouvernement de Kigali qui l'a kidnappé et l'a toujours traité d'ennemi parce qu'il est un opposant politique. Dans quel cas le gouvernement de Kigali est à la fois juge et parti!
6. Le MRCD-UBUMWE exhorte tous les Rwandais et ses amis à ne pas se laisser découragés par l'enlèvement de Mr Paul Rusesabagina. Il les exhorte à continuer de le soutenir, soutenir les autres partis politiques et les Rwandais qui ont soif du changement démocratique dans leur pays. Unissons nos efforts, luttons pour la pleine réalisation des droits de l'homme et de la démocratie dans notre pays.
7. Le MRCD-UBUMWE fait appel à toutes les nations à s'opposer et à imposer des sanctions sévères au gouvernement rwandais, y compris la suspension des aides, au motif que le gouvernement de Paul Kagame viole délibérément le droit international et se livre à l'enlèvement de dissidents rwandais réfugiés ou résidants dans d'autres pays volontairement, ou des Rwandais à l'intérieur du pays ; abusant des pratiques illicites, notamment en écoutant leurs conversations téléphoniques pour savoir comment les piéger, et en vue de les kidnapper. Voilà à quoi les fonds lui alloués sont utilisés, au lieu d'être investis dans le développement pour le bien de la population rwandaise.
8. Le MRCD-UBUMWE appelle également la communauté internationale à continuer à faire pression sur le gouvernement de Paul Kagame jusqu'à la libération des Messieurs Paul Rusesabagina et Callixte Nsabimana Sanka, tous les autres membres des partis politiques et organisations rwandaises des Droits de l'Homme et de véritable Démocratie qui sont incarcérés au Rwanda, accusés des crimes fabriqués à cause de leurs opinions critiques au gouvernement. Ceux qui ne sont pas libérés doivent recevoir une justice équitable et se choisir des avocats en collaboration avec leurs familles respectives.

MRCD-UBUMWE exhorte tous les Rwandais, les partis politiques et organisations des droits de l'homme à s'unir et organiser des manifestations, ou utiliser tous les moyens possibles pour protester et condamner les atrocités commises par le FPR, dont les kidnappings et les emprisonnements arbitraires.

Fait à Bruxelles le 6/09/2020

Mr Faustin Twagiramungu
Porte-parole du MRCD-UBUMWE